

Uniforme à l'école : la FCPE de Reims "vraiment pas convaincue qu'un polo puisse changer les choses"

Écouter (05 min)

Diffusion du 12 décembre 2023

À retrouver dans l'émission



[L'invité de la rédaction sur France Bleu Champagne-Ardenne](#)

Du lundi au vendredi à 7h45

De [La rédaction France Bleu Champagne-Ardenne](#)
[France Bleu Champagne-Ardenne](#)

Pour lutter contre le harcèlement scolaire, réduire les inégalités sociales et créer un sentiment d'appartenance, le gouvernement veut expérimenter le port de l'uniforme à l'école. La Ville de Reims s'est portée volontaire. Mais les parents d'élèves, représentés par la FCPE, ne sont pas convaincus.



Isabelle Duyme, présidente du conseil local de la FCPE à Reims. © Radio France - Marine Protais

"On a du mal à voir ce que cet uniforme va apporter aux élèves". Isabelle Duyme est sceptique, face à [l'annonce de l'expérimentation du port de l'uniforme dans cinq écoles de la](#)

[Ville de Reims, à la rentrée prochaine.](#) Présidente du conseil local de la FCPE à Reims, elle estime que les vêtements font *"partie de l'identité"* des jeunes.

Isabelle Duyme ne croit pas au *"sentiment d'appartenance"* que pourrait créer cet uniforme, comme le souhaite le maire de Reims. *"On n'est vraiment pas convaincus par le fait qu'un polo puisse changer les choses"*, lance-t-elle. Elle plaide plutôt pour *"la mise en place de voyages et d'événements"* au sein des établissements scolaires.

"Les jeunes trouveront d'autres idées pour se démarquer"

L'un des objectifs du gouvernement, avec cette expérimentation, est de **lutter contre le harcèlement scolaire**. *"Mais on sait que les jeunes trouveront d'autres idées pour se démarquer, avec la coiffure, les chaussures, les sacs"*, estime Isabelle Duyme. En tant que présidente du conseil local de la FCPE à Reims, elle pense qu'il faut *"plutôt mettre l'accent sur des moyens pour que les jeunes soient bien informés sur le harcèlement"*.

Elle se dit néanmoins rassurée par le fait que **ce kit, d'une valeur de 200 euros, sera financé par l'Etat et les collectivités locales**, et non pas par les parents. *"C'est important que ça ne vienne pas augmenter le budget rentrée. Donc on espère que ça n'aura pas d'incidence sur l'allocation de rentrée scolaire"*, conclue-t-elle, dubitative.